



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 03/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ABATTOIR INTERCOMMUNAL DU BAZADAIS

23 rue Margaux
33000 Bordeaux

Références : 2025-00196
Code AIOT : 0005200368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2025 dans l'établissement ABATTOIR INTERCOMMUNAL DU BAZADAIS implanté route de Grignols 33430 Bazas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification de l'état du site suite à la transmission de la procédure de cessation d'activité d'une ICPE soumise à autorisation relevant de la rubrique 2210 "abattoir"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABATTOIR INTERCOMMUNAL DU BAZADAIS
- route de Grignols 33430 Bazas
- Code AIOT : 0005200368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de cet abattoir sont à l'arrêt et une procédure de cessation d'activité a été transmise suite à la non-reprise du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1
Thème(s) : Autre, accessibilité générale accessibilité aux outils d'abattage
Prescription contrôlée : Le site doit être mis dans un état tel qu'il ne puisse être accessible aux tiers
Constats : Au jour de l'inspection, il est constaté que l'accès au site est strictement limité aux seules personnes autorisées suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Madame Nicole COUSTET, présidente (non présente le jour de l'inspection), • Madame ZABARTE Carole, employée, • Madame DELAS Monique, employée, • Monsieur DULUC Didier, employé (non présent le jour de l'inspection). L'entrée sur le site est contrôlée. Le portail situé au sud est maintenu fermé et équipé d'un système d'ouverture par digicode. Son ouverture est réalisée par le personnel présent sur le site. Une ouverture par clé demeure également possible ; cette clé semble être détenue exclusivement par la présidente selon les déclarations des personnes rencontrées sur le site . Les codes d'accès précédemment attribués aux employés ne travaillant plus sur le site, ainsi qu'aux opérateurs externes et aux éleveurs, ont été désactivés. Ces personnes ne peuvent donc plus entrer librement sur le site. La clôture périphérique du site est continue et fermée. Le portail situé au nord du site est maintenu fermé par un cadenas. Par ailleurs, les locaux d'abattage ne sont plus accessibles depuis l'extérieur. L'ensemble des portes donnant directement sur l'extérieur est clos. L'accès à ces locaux n'est désormais possible qu'en transitant par le local administratif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Informer le service de l'inspection de la date de fermeture définitive du site (fin de la présence de salarié dans les locaux).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1
Thème(s) : Autre, coupure des énergies
Prescription contrôlée : Les énergies doivent être mises à l'arrêt : électricité, gaz, chaufferie, chambres froides
Constats : Préalablement à l'inspection, aucun justificatif attestant de la mise à l'arrêt des énergies (électricité, gaz, chaufferie) n'a été fourni ni transmis aux services de l'inspection. Lors de l'inspection du site, il est constaté que les équipements frigorifiques sont arrêtés et ne sont plus en fonctionnement. Ces équipements ont fait l'objet d'un nettoyage. Toutefois, les groupes frigorifiques contiennent encore du fluide frigorigène. Madame ZABARTE indique que l'opération de retrait du fluide frigorigène, nécessaire à la mise à l'arrêt définitif des installations, est programmée et prévue pour le 31 décembre 2025. Il est également constaté que les locaux techniques et les bureaux demeurent alimentés en

<p>électricité. La chaudière apparaît à l'arrêt. Les vannes d'alimentation en gaz du site sont positionnées en configuration de coupure de circuit.</p> <p>Par ailleurs, un équipement sous pression, observé dans les locaux techniques et dont la plaque signalétique n'est plus visible, est constaté vide et sans pression au moment de l'inspection.</p> <p>Enfin, il est constaté que la station de traitement est toujours en fonctionnement. Cette installation n'a pas fait l'objet d'un traitement préalable des matières ni d'une mise à l'arrêt, contrairement aux exigences de la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de permettre de statuer sur la conformité de la prescription, les éléments suivants devront être transmis aux services de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les justificatifs de mise à l'arrêt ou de consignation des alimentations électriques, justification des circuits • Les attestations de coupure et de mise en sécurité des installations gaz ; • Les justificatifs d'intervention d'un opérateur habilité pour le retrait du fluide frigorigène des groupes frigorifiques • Les justificatifs relatifs au traitement des matières et à la mise à l'arrêt de la station de traitement .
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Élimination des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bidons de produits, les sous-produits animaux, les DIB, et matériels divers doivent être éliminés selon les filières autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que l'intérieur des locaux a fait l'objet d'un nettoyage. Aucun sous-produit animal n'est présent à l'intérieur des bâtiments. Les chambres froides ont été vidées et nettoyées, et la fosse à sang est vide.</p> <p>En revanche, à l'extérieur des locaux, plusieurs non-conformités sont observées.</p> <p>La fumière contient encore des sous-produits animaux (SPAN). Leur enlèvement est annoncé comme programmé en vue d'un épandage par un agriculteur.</p> <p>Il est également constaté la présence de nombreux déchets dispersés sur le site, notamment des palettes en bois et des bacs d'équarrissage vides éparpillés en différents points (zone nord).</p> <p>Par ailleurs, plusieurs bacs d'équarrissage contiennent des déchets, tels que des matériaux plastiques, des déchets de plâtre et des éléments métalliques.</p> <p>Dans cette partie du site, des déchets divers sont observés directement au sol, comprenant notamment des tuyaux plastiques, des câbles électriques, des bacs d'équarrissage enfouis sous les ronces, du matériel de bureau usagé ainsi que des bottes usagées.</p> <p>Enfin, une palette de sacs de sel de mer, dont certains sacs sont ouverts, est entreposée à l'extérieur, directement au sol et exposée aux intempéries. Cette situation est susceptible d'engendrer une pollution accidentelle des sols.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les justificatifs d'enlèvement et de valorisation ou d'élimination des sous-produits animaux présents en fumière, incluant l'identification de la filière d'épandage (coordonnées de l'agriculteur, parcelles concernées, cadre réglementaire) ; • Les bordereaux ou attestations d'élimination des déchets industriels banals (palettes, plastiques, métaux, plâtres, équipements matériels divers) des bacs d'équarrissage via des filières autorisées ; • Les éléments attestant de la remise en état de la partie nord du site, incluant l'enlèvement de l'ensemble des déchets stockés à même le sol ; • Les mesures prises pour la gestion conforme des produits susceptibles de polluer les sols, notamment le retrait des sacs de sel de mer via une filière autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-75-1
Thème(s) : Autre, Mise à l'arrêt de la station de prétraitement des effluents
Prescription contrôlée : La station de prétraitement doit être mise à l'arrêt et les boues de station éliminées selon une filière autorisée.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que la station de prétraitement n'est pas mise à l'arrêt et est en fonctionnement le jour de la visite. Les équipements de la station ainsi que le local annexe associé ne sont ni clos ni consignés, et aucune mesure effective de mise à l'arrêt n'est observée. Il est également constaté que des matières liquides et solides (boues) issues de la station de prétraitement sont déversées dans des bacs d'équarrissage, usage qui n'est pas adapté à ce type de déchets. Les sols situés à la périphérie de la station présentent un caractère glissant, traduisant une absence de maîtrise de la gestion des effluents et des déversements de matières au sol en provenance de la station de prétraitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Le justificatif de mise à l'arrêt effective de la station de prétraitement • Les éléments attestant de la fermeture ou de la mise en sécurité du local annexe de la station ; • Les justificatifs d'évacuation et d'élimination des boues de station via une filière autorisée (bordereaux, contrats, attestations de prise en charge).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois